

**Commission:** Sommet UE, Méditerranée, et Moyen-Orient.

**Problématique:** Comment relancer une coopération trans-méditerranéenne/Moyen-Orient profitable?

**Auteur:** Tunisie

Située au nord de l'Afrique, bordée par la mer Méditerranée, avec des frontières terrestres avec l'Algérie et la Libye. La Tunisie est un pays d'environ 163 610 km<sup>2</sup> et avec une population d'environ 11.7 millions. Elle obtient son indépendance de la France en 1956 et est aujourd'hui une république présidentielle et bicamérale qui a pour président Kaïs Saïed (depuis le 13 octobre 2019) et pour chef du gouvernement Ahmed Hachani (depuis 1er août 2023). Le pays a pour langue officielle l'arabe vu que l'ethnie majoritaire est l'Arabe avec de minorités berbères et européens. Les influences sur la société son principalement la religion qui est l'Islam sunnite et le culture nord-africaine.

Le PIB de la Tunisie s'élève à environ 40 milliards de dollars. Les principales ressources naturelles de la Tunisie comprennent le pétrole, le phosphate et le gaz naturel.

Tunisie cherche à maintenir une certaine indépendance militaire, bien qu'elle dépende également de partenariats et d'alliances régionales. Elle est membre de l'Union du Maghreb arabe et de la Ligue arabe, mais n'appartient pas à des alliances militaires telles que l'OTAN.

Le gouvernement tunisien se concentre sur la nécessité de relancer la coopération trans-méditerranéenne et moyen-orientale, reconnaissant les opportunités économiques et sécuritaires qu'elle offre. La problématique examinée concerne les moyens efficaces de renforcer cette coopération dans le but de créer des avantages mutuels durables.

La Tunisie, en tant que pays méditerranéen, est confrontée à une série de défis complexes découlant de sa position géopolitique. Parmi ces défis, les flux migratoires irréguliers représentent une préoccupation majeure, avec des conséquences sociales, économiques et sécuritaires importantes. De plus, les tensions politiques et sécuritaires dans la région moyen-orientale ont des répercussions directes sur la stabilité de la Tunisie, exacerbant les tensions internes et compromettant le développement économique. Le chômage élevé, en particulier parmi les jeunes, constitue un autre défi crucial pour la Tunisie, alimentant les tensions sociales et politiques. La pauvreté et les inégalités économiques persistent, malgré les efforts du gouvernement pour promouvoir le développement inclusif. En outre, la Tunisie est confrontée à des pressions environnementales croissantes, telles que la dégradation des ressources naturelles et les défis liés au changement climatique, qui menacent la sécurité alimentaire et hydrique du pays.

Le gouvernement tunisien reconnaît l'importance d'une approche régionale intégrée pour relever ces défis. En tant que membre actif de plusieurs organisations régionales, telles que *l'Union pour la Méditerranée* et *la Ligue des États arabes*, la Tunisie plaide en faveur du renforcement de la coopération et du dialogue entre les pays de la région. La Tunisie soutient les initiatives visant à promouvoir la paix, la stabilité et le développement économique dans le cadre de la coopération trans-méditerranéenne et moyen-orientale. La Tunisie joue un rôle actif aux Nations unies, en participant aux débats et en contribuant aux missions de maintien de la paix.

Elle a été membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU à plusieurs reprises, avec des mandats successifs. La Tunisie est également représentée au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. En plus de son appartenance à des organisations régionales telles

que l'Union africaine, la Tunisie participe à des forums internationaux et des dialogues sur la paix et la sécurité. Les relations de la Tunisie avec ses pays voisins sont généralement marquées par des efforts de coopération, bien que des tensions puissent survenir occasionnellement, en particulier en période de troubles régionaux. Elle met l'accent sur l'importance du respect des principes de souveraineté nationale, de non-ingérence dans les affaires internes des États et de résolution pacifique des conflits. De plus, la Tunisie cherche à promouvoir des partenariats économiques et commerciaux équilibrés qui favorisent le développement inclusif et durable. Elle encourage les investissements dans les secteurs clés tels que l'énergie renouvelable, les infrastructures et le tourisme, afin de stimuler la croissance économique et de créer des emplois pour les jeunes.

La Tunisie a ratifié plusieurs accords internationaux visant à renforcer la coopération régionale, notamment; *L'accord de libre-échange avec l'Union européenne*, qui favorise les échanges commerciaux et l'investissement entre la Tunisie et les pays européens. *L'accord de coopération avec les pays du Golfe*, qui vise à renforcer les liens économiques et sécuritaires avec les États membres du Conseil de coopération du Golfe.

En outre, le gouvernement tunisien a mis en place plusieurs projets concrets et initiatives de développement économique, tels que: Le projet de développement des énergies renouvelables, visant à augmenter la part des énergies propres dans le mix énergétique tunisien et à réduire la dépendance aux combustibles fossiles. Le programme de modernisation des infrastructures, comprenant la construction de nouvelles routes, ports et aéroports pour faciliter le commerce et le transport des marchandises. L'initiative de promotion du tourisme durable, visant à attirer les investissements dans le secteur du tourisme tout en préservant l'environnement et le patrimoine culturel de la Tunisie. Le pays appelle à une coopération renforcée dans la lutte contre les causes profondes de l'instabilité et de l'insécurité dans la région, notamment la pauvreté, le chômage et les inégalités. Il propose d'établir des partenariats régionaux pour promouvoir le développement économique inclusif et la création d'emplois pour les jeunes, afin de garantir un avenir meilleur pour tous les peuples de la région.

La Tunisie réaffirme donc son engagement en faveur de la coopération trans-méditerranéenne et moyen-orientale, soulignant l'importance de la solidarité et du partenariat dans la promotion de la stabilité et de la prospérité régionales. La position de la Tunisie sur cette question reflète sa tendance politique en faveur d'une coopération accrue avec ses partenaires régionaux et internationaux, dans le but de relever les défis communs et de créer un avenir meilleur pour tous.